

## Le Bulletin de l'UNICEF Bénin

Édition de Juillet 2009

### JEA : Le lavage des mains au cœur de la 19<sup>ème</sup> édition



Démonstration de lavage des mains par les élèves lors de 19<sup>ème</sup> édition de la JEA à Comè →

La 19<sup>ème</sup> édition de la *Journée de l'Enfant Africain* (JEA) a été célébrée le 16 juin 2009 à Comè dans le département du Mono/Couffo, autour de «La survie de l'Enfant», thème retenu cette année pour la commémoration de l'événement. Pour donner un caractère particulier à la célébration de la JEA, les organisateurs ont placé, au cœur de la cérémonie du lancement de la Journée, l'apprentissage du lavage des mains aux enfants. Ainsi, trois cents enfants, issus de six établissements scolaires de Comè, ont pris part à une séance de démonstration sur le lavage des mains. Ce qui leur a permis de s'exercer sur cette pratique familiale essentielle et de s'informer sur ses bienfaits.

A la même occasion, 6 écoles et le Centre de promotion sociale de Comè ont reçu des dispositifs de lavage des mains, afin de garantir une meilleure hygiène à tous. Des affiches ont été également distribuées sur ce même thème.

La veille du lancement de la JEA, une séance d'éducation et d'animation, organisée par le Cinéma numérique

ambulant, a contribué à la sensibilisation effective de plus de 100 personnes (enfants, parents et autres adultes), sur le lavage des mains. Le lancement de la JEA à Comè a mobilisé, outre les enfants, les autorités locales, des cadres du Ministère de la Famille et de la Solidarité Nationale avec en tête la Ministre Mamatou Mèba Bio épouse Djossou, des partenaires techniques et financiers en charge des enfants tels que Plan Bénin, le Bureau Central d'Assistance Technique auprès de l'Union Européenne et l'UNICEF.



La Ministre Mamatou M.J. Mèba Bio Djossou (MFSN) et Gervais Havyarimana (P.O) Unicef Bénin

### Les médias au contact des programmes appuyés par l'UNICEF

Dans le cadre de la célébration de la 19<sup>ème</sup> édition de la JEA, 02 équipes médias, étaient l'une dans le département du Borgou-Alibori, et l'autre dans le département du Plateau, pour voir de près les programmes de réduction de la mortalité infantile développés au Bénin avec l'appui de l'UNICEF. En effet, dans les départements du Borgou-Alibori, de nombreux enfants souffrent de la malnutrition, qui est un problème de santé majeur dans les pays en développement. Beaucoup d'enfants sont également sauvés de cette maladie grâce au programme de prise en charge nutritionnel soutenu par l'UNICEF. Sur le terrain, l'UNICEF forme des relais communautaires pour recenser et identifier les enfants malnutris de 6 à 59 mois et s'investit dans l'achat des Plumpy Nut, un aliment-médicament à base d'arachide, pour leur prise en charge nutritionnelle. Dans les zones de Pobè, Adja-Ouèrè et Kétou, la deuxième équipe a pu apprécier le rôle des groupements de femmes dans les programmes de réduction de la mortalité infantile.

### SOMMAIRE

- Le lavage des mains au cœur de la 19<sup>ème</sup> édition de la JEA.....Page 01
- Les médias au contact des programmes appuyés par l'UNICEF.....Page 01
- Frais scolaires : Des experts évaluent les résultats des politiques d'abolition. Page 02
- JNV : Le Bénin rattrape le troisième tour.....Page 02
- Bénin: Analyse globale de la sécurité alimentaire et de la nutrition .....Page 02
- Jeune Enfant : Le document de politique et de stratégies nationales validé.....Page 03
- Droits de l'enfant : L'Unicef outille les cadres et techniciens de la HAAC.....Page 03
- Dynamisation de la base de données de l'enregistrement de naissance de la mairie de Parakou.....Page 04
- Croissance et réduction de la pauvreté : la SCRPIII en préparation.....Page 04
- Inondation: le SNU face à l'état d'urgence.....Page 04

## JNV : Le Bénin rattrape le 3ème tour

Le 3ème tour des Journées Nationales de Vaccination (JNV) contre la poliomyélite s'est déroulé du 26 au 29 juin 2009 sur l'ensemble du territoire national. Pour ce tour de vaccination, contrairement au deuxième, où le vaccin contre le polio virus sauvage était associé à la prise de vitamine A et au déparasitage pour les enfants de 6 à 59 mois, seul le vaccin anti poliomyélite a été administré aux enfants de 0 à 5 ans. Officiellement, plus de 80 % de la cible a été vaccinée. Mais il ressort de ces JNV qu'il faut relever la qualité des vaccins et des agents vaccinateurs, ont indiqué des superviseurs qui étaient sur le terrain. En effet, dans certains centres, la température affichée par les réfrigérateurs des centres de santé était bien souvent très élevée (de l'ordre de 13°C). Pourtant, les feuilles de moni-torage des températures indiquaient presque systématiquement 2°C. Il est donc probable que d'importants stocks du vaccin antipoliomyélique courent un risque d'avarie. Il va falloir donc améliorer la chaîne de froid afin de préserver les vaccins à bonne température. Outre les difficultés liées à la conservation des vaccins, il faut noter également que le niveau de préparation des acteurs de cette campagne de vaccination anti-poliomyélique était insuffisant, ont souligné des observateurs. Par ailleurs, certains agents n'ont pas pu vacciner beaucoup d'enfants à cause des pluies diluviennes qui se sont abattues sur l'ensemble du pays durant la période de vaccination. Enfin, ce passage des JNV 2009 n'a pas été synchronisé, et on se demande bien si les objectifs visés seront atteints, lorsque l'on sait que la synchronisation permet effectivement de toucher les enfants, de part et d'autres des frontières et empêche ainsi la circulation du virus d'un pays à un autre.

## Frais scolaires : Des experts évaluent les résultats des politiques d'abolition



Les Experts en pleine discussion au cours de l'atelier sur du 22 au 26 juin 2009 à Cotonou sur d'abolition des frais scolaires (SFAI).

L'atelier portant sur l'abolition des frais scolaires (SFAI) s'est déroulé à Cotonou au Bénin Marina Hôtel du 22 au 26 juin 2009. Il a regroupé 40 représentants du Congo, du Mali, du Togo et du Bénin. Pour ces pays situés dans une région où les taux de scolarisation sont les plus faibles (60% contre 85%) au niveau mondial, il s'agissait de relever plusieurs défis. D'abord, partager leurs diverses expériences en matière d'abolition des frais scolaires, ensuite évaluer les résultats de la mise en œuvre de leurs politiques d'abolition des frais scolaires après le lancement de l'initiative en 2005, et enfin examiner les voies et moyens les plus efficaces pour pérenniser les décisions d'abolition des frais scolaires. Dans son discours d'ouverture de l'atelier, le Ministre de l'Enseignement Maternel et Primaire du Bénin, M. Félicien Chabi Zacharie, a relevé que le Bénin avait besoin de 6000 enseignants pour faire face à l'encadrement des enfants. En effet,

l'annonce de l'abolition des frais scolaires pour l'enseignement primaire et maternel en 2006, a eu un grand impact sur les effectifs dans les écoles. Plus de 150 000 nouveaux élèves se sont dirigés vers les écoles. Comme résultante, il y a eu des salles de classe en sureffectif, un besoin crucial de maîtres, de table-bancs, de matériels éducatifs et de repas scolaires.

Pour Vanya Berrouet, Conseillère en éducation au Bureau Régional de l'UNICEF, « le succès de la stratégie d'abolition des frais scolaires pour lever les barrières à l'accès à l'éducation, requiert un dialogue constant et un engagement de tous les acteurs, communautés, Gouvernements, société civile et partenaires techniques et financiers ». Il s'agit pour nous, « d'unir nos forces pour garantir le droit de chaque enfant à l'éducation », a-t-elle conclu

## Bénin: Analyse globale de la sécurité alimentaire et de la nutrition

L'Analyse Globale de la Vulnérabilité, de la Sécurité Alimentaire et de la Nutrition (AGVSAN) est le fruit d'un partenariat étroit entre le Gouvernement du Bénin, l'UNICEF et le PAM ainsi que d'autres agences des Nations Unies (FAO, PNUD) et des organisations émanant de la société civile. L'AGVSAN a été conduite pour mieux comprendre la situation nutritionnelle et alimentaire ainsi que les stratégies de survie des ménages béninois. La collecte des données s'est déroulée auprès de 4176 ménages ruraux et urbains en novembre et décembre 2008. Cette analyse montre que plus d'un tiers des enfants béninois de 6 à 59 mois souffrent de malnutrition chronique. Elle révèle également que plus de 67 000 enfants de 6 à 59 mois souffrent de malnutrition aiguë dont 10 000 de malnutrition aiguë sévère, ce qui les expose à un risque accru de mortalité. (Suite en page 3)

## Jeune Enfant : Le document de politique et de stratégies nationales validé



Isabelle S. Bardem, Représentante adjointe de l'UNICEF et Rigobert Hounnouvvi, Secrétaire Général du Ministère de la Famille et de la Solidarité Nationale

Le Document de Politique et de Stratégies Nationales pour le Développement Intégré du Jeune Enfant au Bénin (PSNDIJE) a été validé le 07 mai 2009 au Centre International de Conférences (CIC) de Cotonou, dans le cadre d'un forum organisé par le Ministère de la Famille et de la Solidarité Nationale (MFSN), avec l'appui de l'UNICEF. En effet, le PSNDIJE vise à améliorer la situation du jeune enfant selon une approche holistique, qui tienne compte de tous ses besoins et droits en particulier dans les domaines suivants : santé, nutrition, protection sociale, protection juridique, éducation, loisirs, eau, hygiène et assainissement. Le But de la SNDIJE est de promouvoir le développement intégré du jeune enfant béninois de 0 à 8 ans, afin de lui assurer un bon départ dans la vie, par le plein épanouissement de ses potentialités. Dans son discours d'ouverture du forum, M. Rigobert Hounnouvvi, Secrétaire Général du MFSN a indiqué que le Gouvernement béninois fait de l'épanouissement de l'enfant une préoccupation majeure, par l'adoption «des politiques et stratégies subséquentes qui se traduisent par des actions concrètes dans le domaine de la protection sociale, juridique, sanitaire et éducative». Mais, malgré ces efforts,

la petite enfance reste confrontée à plusieurs problèmes : la malnutrition, la traite, la maltraitance, l'excision, la délinquance, le faible enregistrement des naissances, la déperdition scolaire, etc. Au regard de cette situation préoccupante, Mme Isabelle Bardem, Représentante Adjointe de l'UNICEF, a plaidé pour un investissement en faveur de la petite enfance dans le but de « faire des avancées notables sur le sentier des OMD ». Au terme de l'atelier, les participants ont recommandé fortement de faire du document de stratégies, un document de Politique National qui implique plusieurs Ministères (Famille, Santé, Education...). De même, il a été recommandé de faire de l'éducation parentale une priorité afin d'impliquer les parents dans la mise en œuvre réussie de la PSNDIJE

## Droits de l'enfant : L'UNICEF outille les cadres et techniciens de la HAAC

Une trentaine de techniciens et cadres de la Haute Autorité de l'Audiovisuel et de la Communication (HAAC) ont pris part à un atelier de formation sur les droits de l'enfant et les cinq pratiques familiales essentielles organisé par l'institution en partenariat avec l'UNICEF. C'était du 22 au 24 juin dernier à Bohicon. Dans son message d'ouverture, M. Agapit Napoléon Maforikan, Conseiller à la HAAC, a salué la qualité du partenariat, entre les deux institutions. Il a également mis l'accent sur l'importance et l'opportunité de la cible des participants à l'atelier au regard de la mandature finissante.

L'atelier a permis aux participants d'être informés sur la Convention relative aux droits de l'Enfant (CDE), particulièrement les 4 catégories de droits. Il s'agit des droits à la survie, au développement, à la protection et à la participation.

Au terme de la formation, les participants ont pris des engagements pour contribuer à la promotion des droits des enfants. Emboîtant le pas au porte-parole des apprenants, la Spécialiste en communication de l'UNICEF, qui intervenait au nom du Représentant de l'UNICEF, a fait savoir que la session de formation de Bohicon a bouclé une série d'ateliers au cours desquels 180 acteurs des médias ont été formés sur les droits de l'Enfant. Quant à M Emmanuel Kouagou, Vice-Président de la HAAC, qui a clôturé les travaux de cet atelier, il a souhaité que le partenariat initié lors de la 3<sup>ème</sup> mandature de la HAAC se poursuive avec les mandatures à venir.

## Analyse globale de la sécurité alimentaire et de la nutrition

(Suite de la page 2)

Les enfants les plus touchés par la malnutrition sont les plus jeunes, or l'alimentation de complément chez les enfants de 6 à 23 mois est très insuffisante. Seulement 14,1 % de ces enfants ont un régime alimentaire satisfaisant minimal au Bénin. L'analyse montre également qu'une attention particulière devrait être apportée à l'état nutritionnel des femmes en âge de procréer dans le cadre d'un continuum de soin. De plus, on estime qu'au niveau national, 972 000 personnes, représentant 12% des ménages, sont en insécurité alimentaire. Par ailleurs, 1 048 000 personnes sont à risque d'insécurité alimentaire (13,2%). Cette analyse fournit également des informations sur les stratégies de survie des ménages, l'accès à l'eau et l'assainissement, l'éducation et la protection. Des recommandations ont été formulées en collaboration avec les partenaires de la nutrition et de la sécurité alimentaire en vue de passer à l'échelle les interventions essentielles de nutrition et d'augmenter la résilience des ménages face aux chocs en vue d'assurer la survie et un développement optimal des enfants béninois.

## Droits à la protection : Enregistrement des naissances, une priorité

L'UNICEF, à travers son Programme Protection, et la Direction de l'Observatoire, de la Famille, de la Femme et de l'Enfant ont effectué une mission du 28 juin au 04 juillet 2009 à Parakou, Natitingou et Kouandé. A la mairie de Parakou, il ressort que la base de données d'état civil, installée grâce à l'appui du Fonds des Nations Unies pour la Population (UNFPA) et à l'Association Internationale des Maires de France (AIMF), connaît quelques difficultés de fonctionnement, car certaines rubriques de la base ne sont pas compatibles avec le contenu du Code des Personnes et de la Famille. Initié au départ dans les trois Communes à statut particulier, (Cotonou, Porto-Novo et Parakou), le projet a pour objectif de couvrir les 77 Communes du Bénin, si la phase pilote est concluante. A Natitingou, la mission s'est attelée à l'exploration des informations sur l'enregistrement des naissances. Dans la commune de Kouandé, il s'avère que, depuis 2007, six cents (600) enfants nés à la maternité de Chabikouma ne disposent pas d'actes de naissance, par le simple fait que la maternité n'a pas transmis les registres de déclaration de ces derniers en temps normal. Cette situation pénalise les enfants.



Les enfants ont saisi l'opportunité de la célébration de la 19<sup>ème</sup> édition de la JEA le 16 juin à Comè pour revendiquer leur droit à la possession d'un acte de naissance

### Croissance et Réduction de la Pauvreté : la SCRP III en préparation

Le Gouvernement béninois a fait de la Stratégie de Croissance pour la Réduction de la Pauvreté (SCRP), le cadre unique de ses politiques et stratégies à moyen terme et le principal document de négociation avec l'ensemble des Partenaires Techniques et Financiers (PTF). La SCRP 2007-2009 qui s'achève cette année, a été un outil de planification privilégié intégrant les stratégies sectorielles sur la base de la vision des Objectifs Stratégiques de Développement (OSD). Or, la durée de vie du nouveau Programme de coopération de l'UNICEF 2009-2013 coïncide en partie avec celle de la SCRP III, qui elle, couvrira 2010-2012. Alors l'implication de l'UNICEF dans le processus se révèle capital en vue d'avoir des documents internes en phase avec les plans nationaux en cours. Ainsi, à l'instar des autres Partenaires Techniques

et Financiers, l'UNICEF a pris part activement aux travaux préparatoires de la SCRP III en cours d'élaboration. En effet, dans le cadre de la préparation de la SCRP III, l'UNICEF a réalisé avec l'appui technique de l'INSAE une enquête sur la pauvreté et la disparité. Cette enquête a fait l'objet d'une communication présentée en plénière par le Directeur Général de l'INSAE, lors du Forum national sur la SCRP III, qui s'est déroulé les 1<sup>er</sup> et 2 juillet 2009 à Cotonou. Les résultats de cette étude, combinés avec ceux d'autres études comme l'Enquête Modulaire Intégrée sur les Conditions de Vie des Ménages (EMICOV) contribuent à mieux cerner toute la problématique de la pauvreté au Bénin en mettant l'accent sur l'approche genre



### Inondation: le SNU face à l'état d'urgence

Suite aux pluies diluviennes qui se sont abattues sur certaines villes du pays, le Gouvernement du Bénin a déclaré officiellement, le 06 juillet 2009 « l'Etat d'urgence » et sollicité de façon pressante, l'aide de la Communauté Internationale aux fins de prévenir les épidémies, « soulager la souffrance des populations sinistrées et rétablir sans délai, le retour à la normale... ». En réponse à l'appel lancé, les Chefs d'Agences du Système des Nations Unies (SNU) au Bénin sont descendus sur le terrain pour identifier et évaluer les besoins des sinistrés. Une cellule de gestion de crise regroupant le Gouvernement et les partenaires au développement a été mise en place pour approfondir l'évaluation des besoins et suivre les interventions visant à secourir les populations affectées. Par ailleurs, des membres du Bureau de Coordination des Affaires Humanitaires (OCHA) et de l'équipe des Nations Unies chargée de l'évaluation et de la coordination en cas de catastrophes (UNDAC) sont venus renforcer l'assistance des Nations Unies au Gouvernement béninois.

**AGENDA UNICEF Bénin**  
**20 novembre 2009 :**  
20<sup>ème</sup> anniversaire de la  
Convention relative aux  
Droits de l'Enfant

Bulletin préparé par la section Plaidoyer et  
Partenariat UNICEF Bénin.  
Pour avoir plus d'informations, envoyer un mail à  
[hdjiwan@unicef.org](mailto:hdjiwan@unicef.org) ou [glanque@unicef.org](mailto:glanque@unicef.org)